

SOCIAL

Les salariés de la protection de l'enfance mobilisés

Le conseil départemental abordera vendredi prochain 2 février, en séance plénière, le schéma de protection de l'enfance pour l'Indre-et-Loire. La session est particulièrement attendue par les professionnels et notamment l'ADSE (Sauvegarde de l'enfance) et la Fondation Verdier. Ces deux associations se sont en effet vu chacune retirer deux millions d'euros de financements depuis le mois d'octobre. Le syndicat FO Action sociale 37 a demandé au président Jean-Gérard Paumier de restituer les sommes « *confisquées* » et de garantir tous les emplois. Avec l'intersyndicale CGT et Sud, il appelle la profession à la grève et à un rassemblement vendredi matin à 9 h, devant le conseil départemental. Et revendique l'abandon immédiat de la mesure de suspension des financements de la Fondation Verdier et de l'ADSE. De son côté, le conseil départemental indiquait hier que les financements de ces deux associations sont en cours de régularisation. Après une reprise de trésorerie liée à des excédents trop importants, les contrats d'objectifs passés avec ces deux opérateurs de la protection de l'enfance ont été ou vont être rétablis très prochainement.



Les responsables FO appellent à un rassemblement vendredi à Tours.